



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Trente-huitième session

Georgetown (Guyana), 11-13 et 18-21 mars 2024

La transformation des systèmes agroalimentaires dans les petits États insulaires en développement d'Amérique latine et des Caraïbes

Résumé

Sur les 33 États membres que compte la FAO dans la région Amérique latine et Caraïbes, 16 sont des petits États insulaires en développement (PEID) des Caraïbes¹. Le présent document décrit le contexte social, environnemental, technologique et politique dans lequel ces PEID s'efforcent de transformer leurs systèmes agroalimentaires. Il présente les domaines d'intervention prioritaires de la FAO, qui ont été choisis à l'issue de larges consultations menées dans l'ensemble des Caraïbes au cours de la période biennale précédente, ainsi que l'approche que l'Organisation suit pour apporter son assistance, notamment technique, en vue de gagner en efficacité et en impact.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser au:
Secrétariat de la Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes
RLC-Conferencia@fao.org

I. INTRODUCTION

1. La transformation des systèmes agroalimentaires des petits États insulaires en développement (PEID) des Caraïbes est importante pour la région Amérique latine et Caraïbes puisque près de la moitié des États qui la constituent se trouvent dans cette catégorie. La FAO cherche, par ses programmes, à accélérer cette transformation. Les activités prévues pour 2024-2025 s'appuient sur celles que l'Organisation a menées pour aider la région à se relever de la crise de la COVID-19 en 2022-2023. Elles s'articulent autour des grands axes suivants: a) permettre une production efficace,

¹ Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Cuba, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname et Trinité-et-Tobago.

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

inclusive et durable; b) éradiquer la faim et la malnutrition et garantir la sécurité alimentaire; c) assurer la gestion durable des ressources naturelles et l'adaptation aux effets du changement climatique; d) réduire les inégalités et la pauvreté et promouvoir la résilience.

2. Lorsqu'elle soutient les PEID des Caraïbes dans ces domaines, la FAO exploite les connaissances et les expériences qu'elle a acquises au sein de ses réseaux internationaux, pour accélérer les progrès au moyen de solutions éprouvées. Grâce au rôle de chef de file qu'elle joue dans l'établissement de normes sur de nombreux sujets liés aux systèmes agroalimentaires, elle apporte une valeur ajoutée dans son programme de terrain. Sa capacité renforcée de nouer des partenariats – au sein des Nations Unies, avec d'autres organisations régionales et internationales, avec le secteur privé et avec la société civile – l'aide aussi à apporter un soutien programmatique cohérent et progressif dans la région.

3. Le présent document décrit l'action que la FAO mène pour répondre effectivement aux besoins des PEID des Caraïbes. Il traite également des raisons et des ambitions des programmes de travail, ainsi que des approches que la FAO suit pour accroître et pérenniser les effets des activités. Ses grands objectifs sont les suivants: a) valider les besoins prioritaires des PEID des Caraïbes; b) optimiser l'approche de la FAO pour une exécution des programmes efficace, efficiente et aux effets tangibles; c) renforcer la collaboration interrégionale et intrarégionale pour la transformation du secteur agroalimentaire; d) éclairer les débats des membres lors de la trente-huitième session de la Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes et les recommandations qui en sortiront.

II. GÉNÉRALITÉS ET CONTEXTE

II.1. Caractéristiques des PEID et situation générale de ces États en Amérique latine et dans les Caraïbes

4. Il est largement admis que les PEID sont, du fait de leurs caractéristiques, exposés à des facteurs complexes et multiformes de vulnérabilité. La petite taille de leur économie, celle relativement réduite de leur population, l'étroitesse de leur espace terrestre et leur isolement font qu'ils sont particulièrement tributaires des marchés mondiaux, et exposés aux chocs externes dans une mesure disproportionnée. Ils sont en outre en première ligne face aux effets du changement climatique.

5. Les secteurs agricoles des PEID des Caraïbes n'en sont pas tous au même stade de transformation, en raison de différences importantes dans les ressources dont ces pays disposent (combustibles fossiles, terre, main-d'œuvre, technologie, accès aux marchés et gouvernance, par exemple). En outre, plusieurs forces nouvelles, et qui évoluent, sont à l'œuvre: une nouvelle vision pour l'agriculture amenée par les crises survenues récemment dans le monde, le renforcement de la coopération et de la collaboration des pays sur différents sujets ainsi que plusieurs crises politiques ou sociales survenues dans certains pays de la région et qui ont amené la question des migrations intrarégionales sur la scène politique. Le fait que, globalement, la région ait un indice de développement humain parmi les meilleurs au monde ne s'est traduit ni par la modernisation et l'amélioration de la compétitivité du secteur agroalimentaire ni par des initiatives dans la gestion des ressources marines. Au contraire, la région est aux prises avec un chômage important des jeunes et a manqué des occasions de diversifier son étroite base de ressources. Il est essentiel d'investir dans un avenir plus résilient, et, pour les PEID des Caraïbes, la pierre angulaire de la résilience est la transformation du secteur agricole.

II.2. Difficultés qui entravent le financement de la transformation et de la résilience du secteur agroalimentaire

6. Les crises récentes ont aggravé la situation budgétaire, déjà compliquée, de la plupart des PEID des Caraïbes. En raison du ratio défavorable de la dette publique par rapport au produit intérieur brut (PIB), les pouvoirs publics ont une marge de manœuvre budgétaire extrêmement restreinte pour ce qui est de soutenir les investissements dans le renforcement de la résilience face au climat et dans la diversification des économies. L'initiative de Bridgetown, qui demande une réforme de l'architecture financière mondiale, et l'intérêt qu'elle a suscité au niveau mondial, témoignent du fait que les

Caraïbes sont aux avant-postes dans les réflexions menées en vue de gommer des disparités de longue date. Le fait que la vulnérabilité des PEID soit largement reconnue n'a toutefois pas conduit à ce qu'ils soient davantage inclus dans les possibilités d'octroi de subventions. Les mécanismes de financement de l'action climatique sont bienvenus, mais les procédures à suivre pour obtenir ces fonds sont jugées trop longues et coûteuses. La justice climatique est un thème important. Les PEID des Caraïbes, aux côtés de ceux d'autres régions, ont obtenu, à la vingt-septième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 27) la création d'un fonds pour les pertes et les préjudices, qui doit aider les pays en développement à prendre des mesures efficaces de redressement et d'adaptation.

7. La transformation des systèmes agroalimentaires offre des occasions d'investissement au secteur privé; dans certains pays, il serait possible de produire et commercialiser tant des produits de base que des produits à valeur ajoutée. Mais les investisseurs se heurtent à plusieurs difficultés, parmi lesquelles l'étroitesse des marchés, la vulnérabilité due au climat, les catastrophes naturelles, l'instabilité politique parfois, la difficulté d'accès aux services d'appui aux entreprises – dont l'assurance récolte et d'autres services financiers, des informations suffisantes et fiables sur les marchés, des technologies efficaces et abordables, des services de logistique ou une infrastructure de marché – et différents obstacles institutionnels.

II.3. Sécurité alimentaire et alimentation saine

8. L'alimentation malsaine et la charge insoutenable des coûts sociaux et économiques des maladies non transmissibles (MNT) dans les Caraïbes comptent parmi les grandes priorités des pouvoirs publics depuis des décennies. Lors des récentes crises, provoquées par la pandémie de COVID-19 et aggravées par la guerre en Ukraine, l'insécurité alimentaire a atteint des niveaux sans précédent. Les Caraïbes sont devenues la région où l'alimentation saine est la plus coûteuse. Voilà pourquoi la sécurité alimentaire est aujourd'hui une priorité de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Au cours de la réunion préparatoire des Caraïbes en vue de la quatrième Conférence mondiale sur les PEID, il a été confirmé que la question de la sécurité alimentaire était de plus en plus pressante, et la FAO a été invitée à soutenir davantage les pratiques et initiatives d'innovation en matière d'agriculture concernant spécialement les PEID. Il est clair que la région a sa propre approche de la sécurité alimentaire, et l'objectif qui est de garantir que les disponibilités alimentaires soient suffisantes et stables repose sur l'initiative «25 d'ici 2025» de la CARICOM, par laquelle les importations alimentaires extrarégionales seront réduites de 25 pour cent d'ici 2025. Saint-Vincent-et-les Grenadines, qui présidait en 2023 la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, a dirigé l'élaboration d'un plan de sécurité alimentaire et de nutrition pour la région.

9. En Haïti, l'insécurité alimentaire est au plus fort, et se trouve accentuée par une recrudescence de la violence armée et une épidémie de choléra. La moitié des habitants du pays sont en situation d'insécurité alimentaire chronique et 22 pour cent des enfants souffrent de malnutrition chronique². En outre, l'aide humanitaire, dont la population dépend, est restreinte parce que les budgets sont limités et qu'il est physiquement difficile d'atteindre les ménages. Les prévisions en matière de sécurité alimentaire montrent que la production agricole permettra de répondre aux besoins de seulement 20 pour cent environ des ménages pauvres et très pauvres³.

II.4. Volonté de transformation

10. La volonté politique de transformer les systèmes agroalimentaires est forte dans les Caraïbes. D'aucuns demandent que l'on adopte des technologies innovantes et que l'on gère différemment les sols, les terres et les ressources marines. Les pays revoient leurs politiques, leurs stratégies et leurs institutions pour faciliter les transformations nécessaires. Un groupe de travail ministériel de la CARICOM, spécialement consacré à la production et à la sécurité alimentaires, suit de près la mise en

² FAO. 2023. *Haiti: Humanitarian Response Plan 2023*. Rome.

Voir <https://www.fao.org/documents/card/fr?details=cc4664en>.

³ FEWS NET. *En plus de l'insécurité et de l'inflation, la sécheresse aggrave l'insécurité alimentaire en Haïti, 2023*. Perspectives sur la sécurité alimentaire – Haïti – Février-septembre 2023. Voir <https://fews.net/fr/latin-america-and-caribbean/haiti/perspectives-sur-la-securite-alimentaire/fevrier-2023>.

œuvre des principaux aspects de ces transformations. Les pays de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO) suivent de la même manière la mise en œuvre de la stratégie de transformation durable de l'alimentation et de l'agriculture de l'OECO. Par ailleurs, le Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA) revoit actuellement sa politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle, pour l'aligner sur les indications données récemment lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Qui plus est, la coopération entre les pays des Caraïbes se développe: en 2023, la CARICOM a signé un accord de coopération technique avec Cuba; plusieurs projets innovants de collaboration internationale en matière de production et de commercialisation sont en cours de développement; des discussions ont été lancées à propos de plateformes d'achats conjoints; les efforts pour régler le problème particulièrement aigu de la logistique commerciale ont été intensifiés; il a été établi un certain nombre de protocoles sanitaires et phytosanitaires pour faciliter le commerce agroalimentaire dans l'ensemble des Caraïbes; il a été organisé un certain nombre de forums sur l'investissement dans le secteur alimentaire et agroalimentaire. Les PEID des Caraïbes nouent également des partenariats avec des pays plus éloignés, notamment au sein de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, avec le continent africain et avec d'autres PEID dans le monde.

III. PRINCIPAUX DOMAINES DU PROGRAMME DE LA FAO AYANT TRAIT À LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES DANS LES PEID DES CARAÏBES (2024-2025)

III.1. Une production efficace, inclusive et durable

Une production végétale et une production animale durables

11. Dans le cadre de cet axe de travail, l'objectif est de renforcer les capacités des pays pour qu'ils utilisent mieux leurs ressources naturelles limitées, en tenant compte des ambitions et des objectifs de développement des secteurs. La productivité agricole est faible dans les Caraïbes et, globalement, les investissements dans la technologie y sont peu nombreux. Vingt-quatre pour cent des terres des PEID de la CARICOM⁴ sont dégradées et sept pays comptent parmi ceux où le stress hydrique est le plus élevé au monde⁵. En outre, l'agriculture perd rapidement des terres dans bon nombre de ces pays. Dans ce contexte, la FAO agit par différents moyens, notamment:

- a) la constitution, au sein des ministères de l'agriculture, d'équipes de pilotes de drones qui permettront, avec des échantillonnages et analyses des sols, de créer des cartes foncières numériques pour une meilleure planification de l'utilisation des terres agricoles;
- b) le soutien stratégique concernant l'utilisation des terres et le renforcement des capacités pour une gestion efficace et efficiente des terres et un accès équitable pour les femmes et les jeunes;
- c) le soutien technique à l'élaboration de politiques de l'eau et de plans d'investissement dans l'irrigation qui reposent sur des données factuelles et qui tiennent compte des approches innovantes de traitement et de gestion de l'eau;
- d) l'amélioration des capacités de collecte, de gestion et d'utilisation des données et statistiques agricoles;
- e) le renforcement des capacités des services de vulgarisation et des agriculteurs en ce qui concerne la gestion intégrée des cultures, y compris la gestion intégrée des organismes nuisibles;

⁴ Données tirées de quatre modèles (UNCCD default, Trends. Earth, FAO-WOCAT et FAO Alt) et des données FAO-WOCAT sur la dynamique de la productivité des terres (LPD) de 2001 à 2022.

⁵ CEPALC, 2022. *Global Warming Impacts to Freshwater Resources in Caribbean SIDS*. Focus Magazine of the Caribbean Development and Cooperation Committee (CDCC), Numéro 3, juillet-septembre 2022, pp. 8 et 9. Voir <https://repositorio.cepal.org/server/api/core/bitstreams/1212f5fe-59f0-4755-981b-906c6c30d9d0/content>.

- f) la promotion de l'accès à des semences et à du matériel végétal de haute qualité et adaptés;
- g) l'évaluation technique et économique des ingrédients locaux pour les aliments pour animaux;
- h) le soutien technique pour la prévention des maladies végétales et animales transfrontières, la maîtrise de ces maladies et la lutte contre celles-ci;
- i) l'introduction et l'optimisation de technologies innovantes pour une production efficace et adaptée aux changements climatiques, par exemple: l'élevage d'insectes qui servent d'aliments pour volailles et pour animaux aquatiques et d'engrais biologique, l'optimisation des serres, des techniques innovantes de dessalement de l'eau reposant sur des énergies renouvelables, l'utilisation de capteurs pour l'agriculture de précision, des systèmes numériques d'identification et de traçabilité des animaux ou encore de nouvelles techniques d'aquaculture et de mariculture.

Une transformation bleue

12. Nombre de pays des Caraïbes ont un espace terrestre limité, et une grande partie de leur territoire se trouve dans l'océan. Cette partie submergée représente environ 80 pour cent lorsqu'on prend en considération l'ensemble des PEID de la région, et dépasse les 90 pour cent si l'on exclut les PEID continentaux. Les PEID des Caraïbes se considèrent comme de «grands États océaniques», mais ils ne sont pas encore des chefs de file de la gestion durable des ressources marines. La collecte, la gestion et la communication des données relatives aux pêches sont insuffisantes, et bon nombre d'espèces importantes sur le plan commercial sont surexploitées. La pollution et la prolifération d'algues menacent les écosystèmes marins et les moyens de subsistance qui en dépendent. Jusqu'à 35 pour cent de la production de la pêche et de l'aquaculture est perdue ou gaspillée chaque année⁶. Le développement de l'aquaculture est à la traîne par rapport au reste du monde. Les principaux domaines d'intervention de la FAO, en cours ou prévus, sont les suivants:

- a) le soutien à l'élaboration de politiques de la pêche et de l'aquaculture qui reposent sur des données factuelles et qui soient conformes aux meilleures pratiques de prise de décision pour des systèmes alimentaires aquatiques durables;
- b) l'assistance technique concernant les statistiques sur la pêche et la mise en place de systèmes d'information solides sur la pêche;
- c) la formation et le renforcement des capacités concernant les prospections des ressources marines et la planification spatiale marine intersectorielle;
- d) le soutien au renforcement des cadres législatifs et réglementaires et le renforcement des capacités nationales de prévention de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée;
- e) le renforcement de la capacité des pêcheurs et de leurs organisations à dialoguer avec les pouvoirs publics, à promouvoir la gestion participative des écosystèmes et à accroître la valeur ajoutée des produits de la pêche;
- f) le soutien au renforcement des capacités et à l'accès de tous à la protection sociale, la promotion de la sécurité en mer et la lutte contre les menaces telles que les afflux de sargasses;
- g) l'assistance technique pour le développement de systèmes aquacoles durables et résilients, y compris un sous-secteur de la mariculture moderne et économiquement viable;

⁶ FAO. 2022. *La Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2022. Vers une transformation bleue*. Rome. Voir <https://www.fao.org/documents/card/fr?details=CC0461FR>.

- h) le renforcement du soutien à la Commission des pêches pour l'Atlantique Centre-Ouest (COPACO) par l'intermédiaire de son secrétariat (assuré par la FAO) et la promotion d'une plus grande participation des Caraïbes au Comité des pêches de FAO.

III.2. Éliminer la faim, concrétiser la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition

13. En raison des crises mondiales complexes survenues récemment, la sécurité alimentaire fait l'objet de la plus grande attention dans les plus hautes sphères des pouvoirs publics partout dans les Caraïbes. L'initiative «25 d'ici 2025» vise à améliorer les disponibilités alimentaires et la stabilité de ces approvisionnements essentiels. Elle est également à l'origine de la prospérité et de la diversification économiques qui renforcent la résilience. Au sein de la région Amérique latine et Caraïbes, c'est dans ces dernières que la faim et l'insécurité alimentaire se sont aggravées le plus. Les Caraïbes sont la sous-région où la proportion de la population incapable de s'offrir une alimentation saine en 2021 était la plus élevée: 57 pour cent, soit plus du double de la moyenne de la région dans son ensemble⁷. Dans les mesures qu'elle prend avec les PEID des Caraïbes pour améliorer la sécurité alimentaire, la FAO met l'accent sur les points suivants:

- a) le renforcement des capacités et la mise au point d'outils appropriés et validés qui permettent aux pays de surveiller la situation concernant la sécurité alimentaire, aux niveaux national et local, y compris de suivre l'accessibilité économique d'une alimentation saine;
- b) l'appui aux pays pour les aider à réviser et mettre à jour leurs politiques alimentaires et nutritionnelles reposant sur des données factuelles et suivre leur mise en œuvre;
- c) l'appui aux efforts que les pouvoirs publics déploient pour faire de l'alimentation scolaire une stratégie viable pour garantir l'accès des écoliers à une alimentation saine et pour élargir les débouchés sur le marché intérieur pour les petits exploitants agricoles locaux;
- d) l'appui technique aux programmes nutritionnels, notamment au moyen de lignes directrices et de normes pour la nutrition à l'école et de recommandations nutritionnelles nationales fondées sur le choix des aliments pour favoriser la qualité, la diversité et la durabilité des aliments;
- e) des orientations et des analyses techniques à l'appui de la sensibilisation et de l'information du public sur l'étiquetage sur le devant de l'emballage, la commercialisation et la promotion des aliments, entre autres questions, en collaboration avec des acteurs clés, parmi lesquels les universités, la société civile et les fronts parlementaires contre la faim.

⁷ FAO, FIDA, OPS, PAM et UNICEF. 2023. *Latin America and the Caribbean – Regional Overview of Food Security and Nutrition 2023: Statistics and trends*. Santiago.
Voir <https://www.fao.org/documents/card/fr?details=cc8514en>.

III.3. Gestion durable des ressources naturelles et adaptation au changement climatique

14. La région est reconnue pour sa richesse en espèces et pour le grand nombre d'espèces endémiques qu'elle abrite, et compte parmi les zones les plus riches sur le plan biologique mais aussi les plus menacées. Aujourd'hui, la biodiversité terrestre est essentiellement menacée par la destruction et la fragmentation des habitats dues à l'expansion de l'agriculture, à l'urbanisation et au développement du tourisme et des échanges commerciaux. La surexploitation des ressources vivantes, la prédation et la concurrence des espèces exotiques envahissantes sont également de grandes menaces. La fréquence et l'intensité accrues des ouragans et des sécheresses, l'élévation du niveau de la mer et la tendance générale à l'assèchement dans la région exacerbent les stress sur les écosystèmes. On trouve à l'origine de ces menaces un entrelacs de causes profondes, parmi lesquelles l'absence de prise de conscience de la valeur des écosystèmes naturels, une mauvaise planification de l'utilisation des terres ainsi que des politiques contradictoires et des données et informations techniques limitées en la matière, la faiblesse des institutions chargées de la gestion des terres et des questions environnementales, une législation forestière dépassée et des financements insuffisants. Plus précisément, l'absence de données et d'informations entrave la prise de décision, la planification et l'établissement de rapports sur les mesures d'adaptation et d'atténuation. Dans son travail dans les Caraïbes, la FAO se concentre sur les aspects suivants:

- a) la mobilisation de ressources à effet catalyseur pour appuyer la mise en œuvre des mesures d'adaptation concernant l'agriculture, les forêts et les autres utilisations des terres (AFAUT);
- b) le soutien à la conception et à la mise en œuvre de mécanismes de crédit carbone afin d'accroître les investissements dans la gestion des zones protégées;
- c) la facilitation de la planification spatiale marine pour promouvoir l'adoption d'une approche écosystémique des pêches;
- d) l'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre participatives des plans relatifs aux systèmes nationaux de zones protégées, des plans de gestion et des plans de régénération d'espèces;
- e) la promotion de la synthèse de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche en un ensemble logique dans les contributions déterminées au niveau national;
- f) le renforcement des capacités de télédétection pour gérer les forêts, les terres et les sols;
- g) la promotion des solutions fondées sur la nature et la facilitation de leur utilisation;
- h) la facilitation de l'adoption de protocoles, de méthodes et de procédures pour la mesure des gaz à effet de serre dans le secteur AFAUT;
- i) des recherches sur les variétés locales tolérantes à la sécheresse et adaptées au climat qui s'installent dans les Caraïbes.

III.4. Réduction des inégalités et de la pauvreté et promotion de la résilience

Promotion de la résilience

15. Les interventions dans ce domaine visent à renforcer la résilience sociale, économique et environnementale des PEID des Caraïbes. On a vu une illustration de la grande vulnérabilité de ces PEID dans les répercussions disproportionnées que les crises mondiales survenues récemment ont eues sur les PIB, les taux de chômage et l'insécurité alimentaire, ainsi que dans la lenteur de la reprise par rapport à celle de la plupart des autres sous-régions. Un des effets les plus directs que les catastrophes et les chocs (naturels ou économiques) ont sur l'agriculture est de faire baisser la production par rapport à ce qui est attendu, ce qui engendre une perte économique directe pour les agriculteurs et les pêcheurs, laquelle peut se répercuter tout au long de la chaîne de valeur. Sur la période 1991-2021, les Caraïbes ont enregistré des pertes agricoles totales dues à des événements extrêmes équivalant à plus de 8 pour cent du PIB agricole⁸.

16. Il faut agir avec cohérence pour renforcer la résilience sociale, économique et environnementale afin de relever ces défis complexes, d'offrir une vie meilleure aux citoyens des PEID des Caraïbes et de ne laisser personne de côté. Parmi les mesures à prendre, on citera les suivantes:

- a) le renforcement des capacités pour le suivi des risques multiples, l'alerte précoce et l'anticipation afin de prévenir ou d'atténuer les incidences;
- b) le soutien technique à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans nationaux et communautaires de gestion des risques de catastrophe dans l'agriculture qui prennent en considération non seulement les risques prioritaires, tels que les ouragans, les sécheresses et les inondations, mais aussi les risques secondaires qui en découlent;
- c) la facilitation de l'évaluation de la vulnérabilité et des risques afin d'élaborer des politiques et des programmes qui tiennent compte des questions de genre et qui soient inclusifs;
- d) le soutien à l'analyse des données et des risques en vue d'élargir la portée des programmes de protection sociale ciblant les agriculteurs et les pêcheurs et d'éclairer la conception des produits d'assurance agricole;
- e) la promotion de l'analyse des risques climatiques et des risques de catastrophe tout au long des chaînes de valeur afin de permettre une approche plus systématique de la gestion des risques;
- f) la facilitation de l'accès à des outils et solutions innovants et adaptés au contexte pour la gestion des risques de catastrophe, tels que des modèles d'aide à la décision pour la gestion du stress hydrique et des risques liés aux agents pathogènes, et la création de «bateaux-banques» pour une intervention rapide en cas d'urgence;
- g) l'examen d'instruments financiers innovants qui pourraient aider les ménages agricoles et les acteurs de la chaîne de valeur à mieux anticiper ou absorber les chocs ou à mieux s'en remettre.

⁸ FAO. 2023. *The Impact of Disasters on Agriculture and Food Security 2023 – Avoiding and reducing losses through investment in resilience*. Rome. Voir <https://www.fao.org/documents/card/fr?details=cc7900en>.

Une croissance économique inclusive

17. Les PEID des Caraïbes ont toujours beaucoup de mal à améliorer la compétitivité et l'inclusivité des chaînes de valeur agricoles nationales et régionales. En raison du manque de données de qualité dans la région, il est difficile de déterminer avec exactitude quelles chaînes de valeur ont un fort potentiel. La région reste aux prises avec différents problèmes, notamment une forte dépendance aux importations, un manque d'innovation, une mauvaise connectivité entre les acteurs du secteur et des financements et investissements insuffisants. Pour faire croître le secteur agroalimentaire d'une façon qui profite à toutes et à tous, il faudra adopter une approche intégrée du développement des chaînes de valeur qui réunisse toutes les parties prenantes et qui permette de définir une vision commune pour le secteur.

18. La FAO facilitera le travail des équipes nationales, représentant diverses parties prenantes le long de la chaîne de valeur, dont le personnel des ministères, les représentants des agriculteurs, les femmes et les jeunes entrepreneurs, les établissements offrant des services d'appui, les entreprises privées de l'agroalimentaire et les établissements de services financiers, afin de contribuer collectivement à la mise en œuvre des stratégies de mise à niveau des chaînes de valeur qui recèlent manifestement du potentiel. Cette aide se concrétisera sous les formes suivantes:

- a) des évaluations rapides des chaînes de valeur pour choisir celles qui recèlent le plus grand potentiel de développement, avec une analyse systématique des risques, des technologies et des questions de genre;
- b) l'élaboration de plans stratégiques de mise à niveau pour remédier aux principales contraintes qui nuisent aux performances des chaînes de valeur;
- c) l'élaboration de plans d'investissement pour nouer des partenariats public-privé afin de contribuer à la mise en œuvre du plan de mise à niveau et de renforcer stratégiquement les chaînes de valeur prioritaires dans chaque pays, en apportant l'engagement et l'investissement publics et privés nécessaires dans les secteurs agricoles clés;
- d) l'appui à l'élaboration de politiques inclusives pour l'intégration économique effective des jeunes et des femmes en milieu rural en améliorant l'accès aux ressources et aux services productifs, à l'éducation et au renforcement des capacités, aux marchés du travail et aux nouvelles activités économiques;
- e) l'appui aux organisations d'agriculteurs en améliorant leurs capacités de production et d'association et en renforçant l'action collective.

IV. OPTIMISER LA FOURNITURE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DU SOUTIEN DE LA FAO

19. La FAO cherche à exploiter ses caractéristiques intrinsèques et à définir des stratégies qui optimisent la mise en œuvre de ses programmes dans un contexte mondial, régional et national en constante évolution. On trouvera ci-après quelques exemples qui illustrent les principaux aspects de son approche en la matière.

IV.1. Partenariats

20. Ce sont les membres qui sont à l'initiative des stratégies, des domaines d'action prioritaires et des processus de la FAO. Celle-ci collabore avec les pays à toutes les phases de la conception et de la mise en œuvre des programmes par pays. Elle ne cantonne pas sa vision des partenariats aux pouvoirs publics et aux institutions; elle adhère à l'initiative Unité d'action des Nations Unies, travaille avec les organismes et institutions régionaux compétents, collabore étroitement avec les organisations de la société civile et travaille de plus en plus avec le secteur privé. Ses partenariats se caractérisent notamment par les aspects suivants:

- a) des échanges constants avec les principaux organismes régionaux (CARICOM, SICA, OECO) afin de bien respecter leurs priorités, ce qui suppose de participer en tant qu'observateur aux réunions de gouvernance et de participer pleinement aux groupes de travail consultatifs techniques et thématiques;
- b) l'élargissement de la collaboration avec le secteur privé, pour inclure différents types d'acteurs privés afin de mieux comprendre leurs points de vue et de faciliter des investissements privés qui profitent à tous;
- c) des échanges concrets avec la société civile, notamment les universités, les groupes de femmes et les jeunes;
- d) la participation à de nombreux projets conjoints des Nations Unies et à des collaborations encore plus informelles au titre du Plan-cadre multinational de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

IV.2. Tirer parti des atouts de la FAO en matière normative pour améliorer son programme de terrain

21. Grâce au rôle unique qu'elle joue dans de nombreux mécanismes mondiaux, la FAO peut donner des avis qui font autorité sur les meilleures pratiques reconnues au niveau international et faciliter une participation de plus en plus efficace des PEID des Caraïbes dans les instances mondiales qui façonnent les règles de gouvernance des systèmes agroalimentaires. Voici quelques exemples de ces synergies:

- a) La FAO fournit les forums et l'expertise technique nécessaires pour faciliter l'élaboration et la mise en œuvre des instruments internationaux qui définissent les principes, les responsabilités et les normes internationales pour une pêche et une aquaculture responsables. Elle aide actuellement de nombreux PEID des Caraïbes à régler les problèmes législatifs et institutionnels et à combler les lacunes en termes de capacité qui les empêchent de s'acquitter pleinement de leurs responsabilités internationales.
- b) Le Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux, établi à la FAO, apporte régulièrement des avis et un soutien à l'Agence caribéenne de santé agricole et de sécurité sanitaire des aliments, qui est l'organisation régionale pour la protection des végétaux. Ce faisant, il facilite une participation solide de la sous-région à l'établissement des normes phytosanitaires mondiales, le renforcement des capacités et le transfert des meilleures pratiques mondiales en matière de gestion et de contrôle phytosanitaires.

- c) Le Partenariat mondial sur les sols a contribué à la conception d'un cadre régional visant à améliorer la gestion durable des terres et des sols. Dans ce contexte, un groupe d'appui (le Caribbean Soil Support Group) fournira au Secrétariat de la CARICOM une assistance technique sur la santé et la fertilité des sols et d'autres questions concernant les sols, et un réseau de laboratoires (le Caribbean Soil Lab Network) contribuera à renforcer les capacités d'analyse des sols des laboratoires dans les Caraïbes.
- d) La nouvelle technologie d'élevage d'insectes mentionnée à la section III.1 doit être réglementée. Ce travail sera accompagné par le Service droit et développement de la FAO et les experts au sein du Programme conjoint FAO/OMS relatif aux avis scientifiques en matière de sécurité sanitaire des aliments qui supervise les évaluations des risques éclairant le processus mondial d'établissement de normes de sécurité sanitaire des aliments du Codex Alimentarius. Il devrait en outre permettre aux pays des Caraïbes de contribuer à façonner la gouvernance mondiale de cette jeune technologie.
- e) L'initiative Main dans la main, un des programmes phares de la FAO, exploite une plateforme géospatiale et un laboratoire de données pour l'innovation statistique pour élaborer des programmes ambitieux, reposant sur des données factuelles et pris en main par les pays, qui visent à éliminer la pauvreté (objectif de développement durable (ODD) 1), à éliminer la faim et la malnutrition sous toutes ses formes (ODD 2) et à réduire les inégalités (ODD 10). En partenariat avec le Centre d'investissement de la FAO, il est proposé aux pays des plans d'investissement et d'autres aides en la matière. Un nombre croissant de PEID des Caraïbes peuvent y participer.

IV.3. Transfert de connaissances et mise en commun des expériences

22. Organisation mondiale détentrice de connaissances, la FAO échange avec les pays, les institutions spécialisées et les réseaux de recherche du monde entier qui s'intéressent à des enjeux très variés du secteur agroalimentaire. Elle est donc bien placée pour faciliter le transfert et l'adaptation de solutions qui ont fait leurs preuves ailleurs, et ainsi accélérer la transformation des systèmes agroalimentaires. On trouvera ci-après des exemples des bienfaits que les PEID des Caraïbes en ont tirés ou pourraient en tirer:

- a) On a créé en 2021 la Plateforme de solutions pour les PEID, qui vise à mettre en commun les solutions éprouvées pour favoriser et développer les idées qui doivent permettre d'accélérer la réalisation des objectifs concernant l'agriculture, l'environnement et la santé.
- b) La FAO anime la Plateforme d'action climatique sur l'agriculture pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PLACA), qui offre un espace de discussion et de mise en commun d'informations et de solutions. La vulgarisation agricole compte parmi les sujets traités. La PLACA avait ainsi formé plus de 1 000 vulgarisateurs en août 2023 et créé un recueil en ligne de solutions technologiques peu coûteuses pour l'adaptation au changement climatique dans l'agriculture. Les Caraïbes pourraient y participer davantage.
- c) Les participants à la manifestation ministérielle de haut niveau intitulée «Transformer les systèmes agroalimentaires pour accroître la résilience et concrétiser le Programme 2030: Tirer parti du potentiel des petits États insulaires en développement (PEID), des pays les moins avancés (PMA) et des pays en développement sans littoral (PDSL)», qui s'est tenue à Rome le 29 juin 2023, ont demandé la création d'un réseau ministériel pour les PEID, les PMA et les PDSL, avec le soutien technique de la FAO, afin de mettre en commun les expériences et de renforcer collectivement la résilience face au changement climatique et à l'insécurité alimentaire, et aussi d'assurer les investissements nécessaires à l'intensification de la transformation des systèmes agroalimentaires.